

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail



Déclaration
de Son Excellence, François BOZIZE,
Président de la République Centrafricaine,
Chef de l'Etat

A l'occasion de la 63ème Session
de l'Assemblée Générale des Nations Unies

New-York, le 24 Septembre 2008

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Président de la 63^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Distingués Invités.

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères félicitations à Son Excellence Monsieur Miguel d'Escoto Brockmann, pour son élection en qualité de Président de la 63^{ème} Session de l'Assemblée Générale.

Le rôle reconnu à votre pays, le NICARAGUA, en faveur des objectifs de l'Organisation des Nations Unies et votre longue et brillante carrière de diplomate sont ainsi honorés à travers cette élection.

Je voudrais, par la même occasion, vous assurer du soutien de mon pays et du mien propre dans l'accomplissement de votre lourde et noble mission.

Qu'il me soit permis d'adresser à votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur SRGJAN KERIM, Président de la 62^{ème} session, un hommage mérité pour l'excellent travail qu'il a accompli tout au long de son mandat.

Au Secrétaire Général, Monsieur Ban Ki-Moon, je voudrais adresser mes encouragements pour les importantes orientations qu'il ne cesse d'impulser à notre organisation depuis sa prise de fonction.

Monsieur le Président,

Mon Pays, la République Centrafricaine connaît depuis 1996 une situation d'instabilité interne alimentée par les effets des multiples conflits dans les territoires limitrophes : la crise au Darfour, les incessantes incursions de bandes armées non conventionnelles dans le Nord-Est et le Nord-Ouest, celles de la Lord Resistance Army dans la partie méridionale frontalière avec le Soudan et la République Démocratique du Congo s'accompagnent de pillage, de viols, de déportation et d'enrôlement d'enfants de moins de 10 ans.

L'utilisation de cette partie du territoire centrafricain comme base arrière par les éléments armés non étatiques représente un danger du même ordre que les faits générateurs de la Résolution 1778 (2007) du Conseil de sécurité.

Je me félicite du mandat qui est dévolu à la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), dans le cadre d'une opération multidimensionnelle destinée à restaurer les conditions de sécurité nécessaires au retour volontaire et durable des réfugiés et personnes déplacées par les conflits dans cette région des Trois frontières à cheval entre la République Centrafricaine, le Tchad et le Soudan.

Cependant, avec la fin du mandat de la Force de l'Union Européenne (EUFOR) en Mars 2009 et compte tenu de la fragilité de la situation dans le Nord Est mais aussi du développement de l'insécurité dans le Sud-Est, la révision de la mission de la MINURCAT et son dimensionnement est souhaitée.

Nous attendons de tous nos vœux qu'elle dépasse le cadre actuel de sa compétence pour devenir une force opérationnelle des Nations Unies. Nous souhaitons vivement que la collaboration entre la MINURCAT et les autres forces mises en oeuvre dans le cadre régional et communautaire se poursuive.

L'évocation de la situation dans mon pays m'offre l'opportunité d'insister sur le fait que les crises militaro-politiques récurrentes ont aggravé la pauvreté et l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales et agricoles.

Monsieur le Président,

Le thème du débat général à savoir : « l'impact de la crise alimentaire mondiale sur la pauvreté et la faim dans le monde aussi bien que la nécessité de démocratiser les Nations Unies » qui nous est proposé cette année est au cœur des préoccupations de la communauté internationale depuis plusieurs décennies et s'articule, s'agissant du premier aspect, autour des questions suivantes :

- Conditions climatiques,
- Problèmes démographiques,
- Questions de l'endettement,
- Libre échange et commerce équitable,
- Réorientation du secteur agricole vers le biocarburant,
- Cours du pétrole et
- Conflits armés.

Dans le contexte actuel de l'économie et du commerce mondial, les catastrophes naturelles et les conflits armés, par leurs effets sur les structures socio-économiques, accentuent l'impact de la crise alimentaire sur les pays en développement.

Dans le cas de la République centrafricaine, la crise alimentaire peut être vue comme un paradoxe au regard de ses potentialités naturelles. En effet, dans tout le pays, le climat est favorable à une agriculture pluviale avec 800 mm à l'extrême Nord et plus de 1500 mm au Sud. Une densité hydrographique enviable et une disponibilité en eau douce estimée à 37000 m³ par habitant.

Sur près de 15 millions d'hectares de terres arables, seulement 600 à 700 hectares sont cultivés soit 1% du territoire national et 4,4% de la superficie arable. Moins de 0,5 hectares est exploité par actif agricole.

Les ressources pastorales représentent 9,3 millions d'hectares sur un total de 16 millions avec un cheptel d'environ 3,2 millions d'unités de bétail tropical.

Les défis à relever sont l'insécurité dans les zones rurales, la désorganisation des producteurs agricoles, la faible capacité d'appui au monde rural, l'enclavement et le manque d'infrastructures économiques et sociales de base, l'exode rural et l'impact du VIH/SIDA et du paludisme qui réduisent les forces de travail, engendrent le faible accès au crédit et favorisent la discrimination sociale.

Monsieur le Président,

L'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est de réduire de moitié le nombre des affamés de 1996 à 2015 et de moitié la pauvreté de 1990 à 2015.

Il y a certes à cela plusieurs causes : les causes dites naturelles et les causes humaines. Les causes naturelles proviennent des catastrophes naturelles, de la sécheresse, de la désertification, la dégradation de l'environnement et des inondations qui provoquent l'érosion des terres arables. Les causes humaines sont estimées responsables de plus de 35% des urgences alimentaires en 2004 contre seulement 15% en 1992. Les guerres et les bouleversements économiques et sociaux ont provoqué ou aggravé la situation alimentaire.

L'Assemblée Générale des Nations Unies est le forum approprié pour poser et débattre les problèmes auxquels notre monde est confronté. C'est ce que vous attendez de nous dans cette Assemblée.

Il n'y a point d'œuvre humaine qui ne soit inaccessible à l'effort. Ce faisant, il est possible de relever le défi de la crise alimentaire. Mais nos faiblesses résident avant tout dans notre incapacité technique, économique et structurelle à créer les conditions de la production et de la productivité agricoles.

Monsieur le Président,

Je me félicite des mesures prises en juin 2008 au Sommet mondial de la FAO à Rome sur la crise alimentaire. L'initiative sur la flambée des prix des denrées alimentaires devra avoir pour pilier principal la relance de la production vivrière dans nos pays.

Pour cela, la proposition faite par le FMI de doubler son aide à l'agriculture sur le continent africain est attendue avec l'espoir de renforcer les capacités productives de nos paysans et de créer les conditions structurelles de productions et de commercialisations agricoles.

Dans le cadre de la concertation régionale sur la crise alimentaire qui s'est tenue à Kinshasa en République Démocratique du Congo le 29 juillet 2008 sous l'égide de la CEEAC, il a été convenu de rendre effective la Déclaration de Maputo et celle d'Abuja consistant respectivement à allouer 10% de notre budget national à l'agriculture et à assurer à nos pays une meilleure accessibilité aux intrants.

Nous avons aussi donné mandat à la CEEAC d'accélérer, entre autres actions, le processus vers la mise en œuvre de la politique agricole commune. La relance du secteur agricole fait partie des priorités de mon mandat en tant que Président de la CEMAC. Lors du sommet de Yaoundé en juin 2008, nous avons décidé de placer cette préoccupation au centre du Programme Economique Régional (PER).

Toutes ces bonnes résolutions ne pourront devenir réalité pour nos agriculteurs que si les appuis promis leur parviennent réellement.

Particulièrement en Centrafrique ces promesses si elles sont tenues permettront d'accélérer la mise en place des pôles de développement régionaux susceptibles de réduire les carences de l'activité agricole et les disparités entre zones rurales et urbaines.

La question de la sécurité alimentaire est devenue une préoccupation mondiale et la faim reste la pire des armes de destruction massive. Les nombreuses crises sociales que nous notons çà et là résultent de la conclusion que l'insécurité alimentaire s'accroît avec le coût de la vie de plus en plus élevé et d'autres aléas comme le changement climatique et les catastrophes naturelles.

En Centrafrique, du fait de l'action destructive des groupes militaro-rebelles non conventionnels souvent manipulés, l'insécurité alimentaire notamment en milieu rural est alors provoquée par l'absence de sécurité.

Cela a conduit le gouvernement à organiser le séminaire national sur la réforme du secteur de la sécurité en avril 2008 qui constitue une étape importante vers la paix.

Dans cette optique, le processus du Dialogue Politique Inclusif que j'ai pris l'engagement de conduire jusqu'à son terme devrait s'imposer à tous les Centrafricains comme un impératif catégorique.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, des millions de personnes dans le monde perdent de plus en plus leur moyen de subsistance du fait de l'impact de l'insécurité alimentaire et de la flambée du prix du pétrole sur l'Economie mondiale, ce qui entraîne des conséquences sans précédent sur l'ordre mondial et la paix

La faim, l'environnement, la corruption, les conflits civils et ethniques sont un fardeau pour les populations les plus démunies de la Planète.

D'autres menaces telles que le terrorisme, la pauvreté et la mal gouvernance, contribuent également à rendre le monde encore plus vulnérable et nous interpellent sur les réponses et les méthodes pour une solution durable.

Dans cette ère d'interdépendance des Etats, la première solution semble être un besoin impérieux d'un forum de décision collectif et d'un instrument d'action rapide. C'est la vision qu'avaient les Fondateurs de notre Organisation en 1945.

Mais il faut reconnaître aujourd'hui les limites des différentes Institutions qui la composent et convenir de la nécessité d'une réforme pour en faire un instrument beaucoup plus efficace en vue de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire et la recherche de la paix qui soit adaptée au contexte actuel.

Mon pays est convaincu de l'importance de la démocratisation, d'une démocratisation réelle du Système des Nations Unies. A cet égard une attention particulière mérite d'être portée au fonctionnement du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social, des Institutions de Bretton Woods et de l'Assemblée Générale.

Si nous prenons ensemble la courageuse décision de mettre en œuvre ce projet ambitieux, nous gagnerons le pari d'offrir une structure idéale à même d'aborder toutes les questions internationales. C'est une occasion d'édifier un monde plus sûr, plus équitable, plus équilibré et plus libre pour tous les Peuples.

Je vous remercie.